Un sous-marin de Type-212A en mer. Berlin disposera à terme de six bâtiments de ce type. (© Bundeswehr)

Livre blanc allemand de la défense

Entre continuité et évolution

Le 13 juillet 2016, le conseil des ministres allemand a adopté le nouveau livre blanc de la défense (*Weißbuch 2016 zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*). Il faut rappeler que les travaux liés avaient commencé le 17 février 2015, sous l'impulsion de la ministre fédérale de la Défense, Ursula von der Leyen.

*Par **Bertrand Slaski**, manager Défense et Sécurité, CEIS, avec la participation de **Katell Salou***

Un nouveau document de 142 pages, le premier en dix ans, fixe les grandes lignes stratégiques de la politique de sécurité et de défense allemande pour les prochaines années, sans toutefois livrer d'indications précises sur l'orientation future des structures et des capacités de la Bundeswehr[1]. Il s'organise en deux grandes parties avec l'analyse de l'environnement de sécurité/défense, puis l'avenir de la Bundeswehr. Selon les souhaits de la ministre, son élaboration s'est effectuée dans le cadre d'un processus interministériel, inclusif et transparent. Sur ce dernier point, il faut observer qu'une phase de participation, durant laquelle des experts internationaux, des représentants gouvernementaux, des groupes d'intérêts et la population allemande ont discuté, a été menée jusqu'en octobre 2015. À cette occasion, quatre grands champs thématiques ont été au cœur des échanges[2] :

1. Quels sont les défis de la politique de sécurité et de défense allemande dans les prochaines années ?

2. Quels sont les instruments dont elle dispose et comment sont-ils intégrés dans les alliances et partenariats ?

3. Comment se présente le cadre d'action au niveau national ?

4. Quelles doivent être les futures orientations de la Bundeswehr ? Comment poursuivre l'intégration des capacités militaires en Europe avec des ressources limitées ?

Outre le résultat de ces échanges, le nouveau livre blanc intègre aussi les grandes lignes tracées en matière de politique internationale par l'initiative « Review 2014 – Un regard neuf sur la politique étrangère allemande », lancée par le ministre fédéral des Affaires étrangères, Frank-Walter Steinmeier. À une autre échelle, il prend acte de la nouvelle stratégie globale de l'Union européenne (UE) pour sa politique

étrangère et de sécurité, présentée par la haute représentante de l'UE, Federica Mogherini, au début du mois de juillet 2016.

Une nouvelle séquence

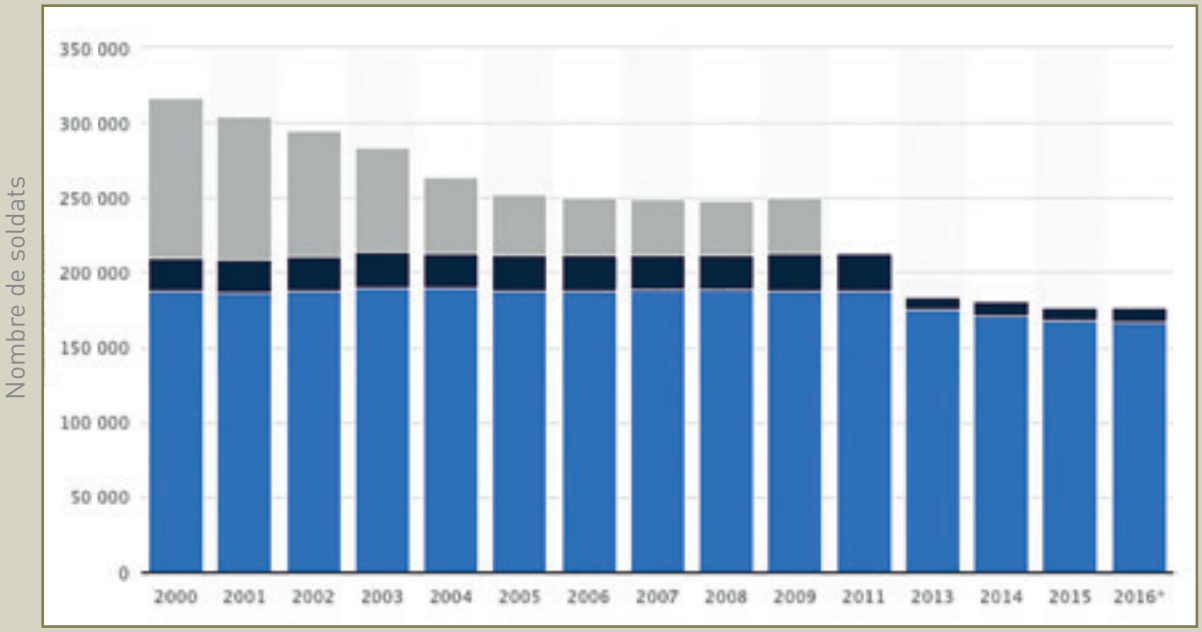
Plus de vingt ans après le discours de Joschka Fischer au Bundestag, qui a permis la première intervention de la Bundeswehr en dehors de ses frontières depuis 1945, ce livre blanc annonce donc une nouvelle séquence pour l'Allemagne [3]. En effet, le pays ayant désormais de plus grandes responsabilités que par le passé, du fait de son importance économique, politique, mais aussi militaire, il convient qu'il les assume et joue un plus grand rôle [4] – une position volontariste portée par la ministre, alors nouvellement nommée, dès l'ouverture de la Conférence sur la sécurité de Munich début 2014 [5].

Consciente de ses responsabilités, l'Allemagne aspire désormais à passer du rôle de pays partenaire à celui de pays initiateur. Dans le domaine militaire, notamment, cela se traduit par une nécessaire augmentation du budget de la défense. Si le pays continue à envisager ses actions dans un cadre multinational, il souhaite dorénavant être considéré comme un partenaire militaire plus attractif [6], capable de produire des résultats dans tout le spectre des opérations. Pour ce faire, il doit se doter des capacités nécessaires. Dans le domaine diplomatique cette fois, Berlin vise l'obtention d'un siège permanent au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

Bien que le *Weißbuch* ne désigne explicitement ni amis ni ennemis, ce qui tranche avec les documents français et britanniques par exemple, la menace visée est aussi bien le terrorisme

Exercice de combat en zone bâtie pour ce Tigre appuyant des blindés. L'entraînement a souffert d'un sous-investissement ces dernières années. *(© Bundeswehr)*

Évolution des effectifs de la Bundeswehr
de 2000 à 2016



Militaires de carrière et engagés

Soldats effectuant un service volontaire

Soldats effectuant un service obligatoire

* Effectifs au 31 août
Source : Bundestag

transnational que les actions agressives de la Russie (crise prolongée en Ukraine). Le durcissement de ton à son propos est notable, signe que l'intervention en Crimée a constitué un vrai choc. Considérée comme un partenaire en 2006, la Russie est dorénavant critiquée pour « *remettre en question l'ordre de paix européen* » et aussi « *affirmer une rivalité stratégique* » avec l'Occident [7]. Le livre blanc exprime clairement le refus de Berlin de prendre en compte les propositions de Moscou pour une refonte de l'architecture de sécurité en Europe, depuis Lisbonne jusqu'à Vladivostok [8]. Il précise que la sécurité européenne ne sera pas assurée par une nouvelle « *architecture de défense* », mais par un « *respect des règles et des principes* » déjà établis [9].

Les autres grandes menaces citées dans le document sont les attaques dans les domaines de l'information et du cyber (voir encadré ci-contre), les conflits hybrides, les États défaillants (et les risques de guerres civiles liés), le nationalisme radical, le changement climatique global et la piraterie sur les voies commerciales empruntées par l'Allemagne [10]. Les migrations incontrôlées n'arrivent qu'en huitième et avant-dernière place, avant les risques liés aux pandémies. Ce dernier point marque une différence avec la perception française de la question migratoire. « *Nous avons été accaparés par l'est et l'Ukraine, mais le Maghreb et l'Afrique sont un enjeu essentiel pour nous. C'est*

Les missions des forces allemandes sont restées centrées sur la défense territoriale. Une position qui leur a permis de remonter en puissance relativement rapidement après l'affaire de Crimée. *(© Bundeswehr)*

La directive stratégique sur la défense cyber

La dimension cyber est désormais considérée comme un sujet majeur [1] par le ministère de la Défense allemand, qui souhaite moderniser les capacités militaires. *Der Spiegel* a révélé sur ce point qu'une directive stratégique pour la cyberdéfense (gardée un temps secrète), approuvée par la ministre de la Défense allemande le 16 avril 2015 [2] et qui aurait servi à préparer le livre blanc 2016, prône une augmentation et une concentration des ressources informatiques de la Bundeswehr. Internet et les plates-formes de communication devraient alors être considérés au même titre que les autres espaces de bataille (air, terre, mer). Il convient dorénavant de bien définir ce milieu d'engagement. Le document fait également de la capacité à repousser des cyberattaques de façon active, non seulement sur le territoire national, mais aussi lors de missions à l'étranger, une priorité [3]. Dans ce dernier cadre, la Bundeswehr devra être en mesure de mener des actions offensives. En outre, en cas d'attaque visant ses infrastructures, la directive prévoit la possibilité d'appeler en soutien des réservistes travaillant dans le domaine informatique. Il faut rappeler que plusieurs attaques en 2015 contre des sites officiels, dont celui du Bundestag, ont fait prendre conscience que le pays devait se protéger davantage. S'il existe déjà un CERT (Computer Emergency Response Team) à Euskirchen, il n'opère que dans le cadre de missions défensives, et non offensives. Les concernant, les 60 soldats de l'unité CNO (Computer Netzwerk Operationen) de Tomburg (Nordrhein-Westfalen) ne mènent que des attaques s'inscrivant dans un cadre expérimental. Cette directive propose donc de donner de nouvelles capacités offensives, mais elle a été critiquée par certains députés et membres de la société civile pour avoir été publiée sans avoir fait l'objet de débats publics [4].
Dans la lignée de cette directive stratégique, la ministre de la Défense a annoncé le 26 avril 2016 la publication d'un rapport portant sur la réorganisation du domaine cyber en Allemagne [5]. Il vise à compléter la précédente directive, avec notamment deux nouvelles mesures :
• l'installation d'un département CIT (Cyber/IT), sous la direction d'un CIO (Chief Information Officer), dans les locaux du ministère de la Défense à Bonn et à Berlin à partir du 1er octobre 2016 ;
• la création d'une nouvelle organisation CIR (Cyber- und Informationsraum ou « Kommando CIR ») au sein des forces armées, qui rassemblera près de 13 700 personnes et dont le commandement sera assuré à Bonn dès le 1er avril 2017 [6].

Notes

(1) *Weißbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*, Bundesregierung, Berlin, 13/07/2016, p. 102.
(2) Voir le texte complet à la fin de cet article : Andre Meister, « Geheime Cyber-Leitlinie: Verteidigungsministerium erlaubt Bundeswehr „Cyberwar" und offensive digitale Angriffe », netzpolitik.org, 30/07/2015.
(3) *Ibid.*
(4) Matthias Gebauer, « Geheime Bundeswehr-Strategie: Von der Leyen rüstet an der Cyberfront auf », spiegel.de, 10/07/2016.
(5) Ministère allemand de la Défense, « Auftrag: Cyber-Verteidigung », Berlin 26/04/2016.
(6) Ministère allemand de la Défense, « Abschlussbericht Aufbaustab Cyber- und Informationsraum », Berlin 04/2016, p. 1-2.

Participation de la Bundeswehr
aux opérations de maintien de la paix et coalitions internationales (au 04/07/16)

Opérations de maintien de la paix et coalitions internationales	Zone d'opérations	**Effectifs actuels**/Effectifs maximum
KFOR (OTAN – force de maintien de la paix)	Kosovo	**644**/1350
Opération contre l'État islamique	Syrie, Proche-Orient	**283**/1200
Mission « Resolute Support » (OTAN – formation, conseil et assistance aux forces de sécurité afghanes)	Afghanistan	**1014***/980
Opération « Sophia » (ONU – lutte contre le trafic de migrants)	Méditerranée	**125**/950
MINUSMA (ONU – mission de maintien de la paix)	Mali, Sénégal	**509**/650
Opération « Atalanta » (EU – mission de lutte contre la piraterie)	Corne de l'Afrique	**273**/600
Opération « Active Endeavour » (OTAN – surveillance du trafic maritime et prévention du terrorisme)	Méditerranée	**0**/500
EUTM Mali (EU – mission de formation)	Mali	**151**/300
FINUL (ONU – mission de maintien de la paix)	Liban	**132**/300
Soutien à la formation	Nord de l'Irak	**133**/150
MINUSS (ONU – mission de maintien de la paix)	Soudan du Sud	**15**/50
MINUAD (ONU – mission de maintien de la paix)	Darfour, Soudan	**8**/50
EUTM SOM (EU – mission de formation)	Somalie	**10**/20
MINURSO (ONU – mission d'observation)	Sahara occidendal	**4**/20
MINUL (ONU – mission de maintien de la paix)	Libéria	**0**/5
MANUA (ONU – mission d'assistance)	Afghanistan	**2**/-

* L'effectif maximum peut être dépassé lors de la relève d'un contingent

Source : Bundeswehr

notre nouvelle frontière » a déclaré le Premier ministre, Manuel Valls, lors de l'édition 2016 de l'Université d'été de la Défense [11].

Dans une certaine mesure, outre des facteurs intérieurs, cette volonté allemande de prendre davantage de responsabilités répond aussi aux demandes de ses partenaires européens, principalement français et polonais. Pour des raisons différentes, Paris et Varsovie ont appelé Berlin à faire plus dans le domaine militaire, au moins eu égard à son poids dans l'Europe. Cela a été le cas lors de l'opération en Libye [12] ou encore, plus récemment, face au besoin de l'Europe de s'affirmer militairement après la prise de contrôle de la Crimée par la Russie, pour ne citer que ces deux exemples.

Cette dynamique fait aussi écho aux appels répétés des responsables américains depuis plusieurs années déjà, très inquiets du peu d'intérêt des pays européens pour assurer, assumer et financer leur propre défense dans un monde devenu instable et alors même que le dispositif militaire américain se réoriente vers l'Asie-Pacifique. En avril 2016, le président Barack Obama a lui-même demandé un réarmement de l'Europe lors de sa visite en Allemagne qui a suivi le Sommet de l'OTAN de Varsovie [13]. Plus précisément, comme le soutient Cyrille Bret [14], il apparaît que l'Allemagne a pris conscience qu'elle a la capacité de répondre aux nouveaux défis sécuritaires. Elle dispose en effet de plusieurs attributs propres à une

Démonstration d'un Puma à Abou Dhabi. Les forces armées allemandes restent puissantes et équipées d'un matériel de qualité. *(© Bundeswehr)*

Les questions de défense sujettes à polémique

L'ouverture de la Bundeswehr aux citoyens européens

La proposition faite dans le nouveau livre blanc est confrontée à de nombreuses oppositions au sein même de la Bundeswehr. Elle supposerait un changement de la *Soldatengesetz* (« loi du soldat »)[1]. Le groupe de défense d'intérêts Bundeswehrverband s'oppose clairement à un tel projet, arguant que la nationalité allemande doit rester un critère de recrutement puisqu'elle est la garantie du lien de confiance mutuelle entre l'État et le soldat et de l'ancrage légal[2]. Le livre blanc présente cette ouverture éventuelle en matière de recrutement non seulement comme une opportunité pour le renforcement de la Bundeswehr, en permettant une certaine « *régénération des forces* », mais aussi comme un facteur d'intégration offrant de « *nouvelles perspectives à l'échelle européenne*[3] ».

Les OPINT au regard de la Constitution

Les soldats de la Bundeswehr pourront désormais mener des exercices avec la Bundespolizei (police), dans le cadre de la lutte antiterroriste, et se préparer à intervenir en cas d'attaque de grande ampleur, ou de missions de sauvetage et d'évacuation[4]. Sur ce point, le nouveau livre blanc dérange, car il s'écarte du cadre fixé originellement par la Constitution allemande (*Grundgesetz*), séparant clairement les tâches de la Bundeswehr et de la Bundespolizei. L'opposition, le syndicat représentant la police allemande, de même que les sociaux-démocrates au sein de la coalition, préféreraient un renforcement des moyens de la police[5]. Afin de répondre à ces inquiétudes, le Bundestag a publié le 30 août 2016 un document relatif à l'utilisation des forces armées sur le territoire national, rappelant que ce type de missions resterait strictement encadré par les articles 87a et 35 de la Constitution[6]. Par ailleurs, le ministère de la Défense a annoncé le lendemain la tenue d'un exercice de préparation aux attaques terroristes, qui devrait rassembler en février 2017 des forces militaires et de police[7].

Vers un retour du service militaire obligatoire ?

Face à la menace terroriste, l'Allemagne n'a pas seulement réfléchi à la question de l'emploi de la force militaire sur le territoire national. Elle a également étudié une éventuelle réintroduction du service militaire obligatoire, qui avait été supprimé le 1er juillet 2011[8]. Le plan stratégique de protection civile, la *Konzeption Zivile Verteidigung* (KZV, littéralement : Conception de défense civile), publié par le ministère de l'Intérieur le 24 août 2016, le premier depuis plus de vingt ans, évoque cette possibilité, le gouvernement cherchant à adapter ses prévisions pour les cas de crises (catastrophes naturelles, etc.), à de nouvelles menaces (attaques terroristes, risques NRBC). Une telle réintroduction serait réalisable sans trop de difficultés puisque seule la loi sur le service militaire (*Wehrpflichtgesetz*) avait été modifiée en 2011, sans que l'article 12a de la Constitution allemande le soit par un amendement. Ce dernier stipule que les hommes ayant atteint leur majorité peuvent être appelés à faire leur service militaire ou civil[9]. Le service militaire pourrait donc être réintroduit en Allemagne par le biais d'une simple loi. Cette décision peut surprendre outre-Rhin, Ursula von der Leyen ayant affirmé en juillet 2016, comme le rappelle le quotidien *Die Welt*, qu'elle ne voyait aucune raison de revenir sur l'abandon du service militaire, et ce malgré les tensions avec la Russie et la menace terroriste[10]. Il convient toutefois de préciser que la possibilité de recourir au service militaire en cas de crise n'est évoquée que deux fois et de façon indirecte dans la partie « *Unterstützung der Streitkräfte* » (soutien des forces) de la KZV, qui indique, dans le paragraphe sur l'hébergement, qu'il sera du devoir des entreprises allemandes de participer à la construction ou à la remise en état des casernes, en cas de réintroduction du service militaire[11]. Enfin, le paragraphe sur le service postal indique pour sa part que la poste et les autres services de télécommunication devront assurer rapidement et de façon sécurisée la distribution du courrier d'une importance particulière pour la Bundeswehr, notamment les convocations de citoyens allemands en cas de réintroduction du service[12].

Notes

(1) Christian Thiels, « Fremdenlegion für Deutschland? », tagesschau.de, 13/07/2016.
(2) Deutsche Presse-Agentur, « Bundeswehrverband will keine EU-Ausländer in der Truppe », *Frankfurter Allgemeine*, 13/07/2016.
(3) *Weißbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*, Bundesregierung, Berlin, 13/07/2016, p. 120.
(4) *Ibid.*, p. 110.
(5) Andreas Herholz, « Die neue Superarmee », svz.de, 14/07/2016.
(6) Deutscher Bundestag, « Die Verwendung der Bundeswehr im Inneren », 30/09/2016.
(7) Ministère allemand de la Défense, « Terrorfall-Übung von Polizei und Bundeswehr im Februar », Berlin, 31/08/2016.
(8) Stefanie Hintzmann et Anna Flora Schade, « Deutschland/Frankreich: Comeback der Wehrpflicht? », info.arte.tv, 24/08/2016.
(9) Voir son Art 12a §1.
(10) Deutsche Presse-Agentur, « Regierung spielt Wiederaufleben der Wehrpflicht durch », *Die Welt*, 23/08/2016.
(11) Ministère allemand de l'Intérieur, « Konzeption Zivile Verteidigung (KZV) », 24/08/2016, p. 61.
(12) *Ibid.*, p. 62.

puissance. Il s'agit notamment de ses moyens :

• économiques et financiers : première puissance économique européenne, le pays dispose de ressources. Il peut donc investir davantage dans sa défense et sa sécurité. Son objectif est de faire passer son budget de défense de 34 à 40 milliards d'euros sur la période 2016 à 2021 [15] et de parvenir à un effort de défense correspondant à 2 % de son PIB (hors pensions) conformément aux normes OTAN (1,2 % actuellement) [16]. L'Allemagne peut potentiellement rattraper certains de ses voisins et même faire beaucoup mieux qu'eux. Elle a déjà annoncé un janvier 2016 un plan d'armement de 130 milliards d'euros sur les quinze prochaines années [17], mettant fin à vingt-cinq ans de coupes budgétaires [18]. La réaction des industriels allemands amène toutefois à prendre ces chiffres avec précaution. Les investissements seraient principalement destinés aux dépenses de personnel et au financement du retard de certains programmes. Dès lors, l'impact sera faible en matière d'investissement en R&D et d'équipements et de systèmes neufs. Par ailleurs, le Brexit pourrait affecter le budget de défense allemand. Selon un récent rapport interne du ministère des Finances allemand, Berlin risque de devoir contribuer à hauteur de 4,5 milliards d'euros de plus au budget de l'UE en 2019 puis en 2020, une fois que le Royaume-Uni en sera sorti [19]. Sa contribution nette au budget de l'UE est déjà de 15 milliards environ chaque année (12,7 milliards pour Londres en 2015) ;

• humains : la Bundeswehr compte 185 000 personnes, qui devraient passer à 192 000 d'ici à 2023. Il s'agit de sa première hausse depuis les années 1990, les effectifs ayant atteint leur plus bas niveau en 2010/2011 [20]. En outre, la Bundeswehr est engagée dans un processus de professionnalisation et peut aussi s'appuyer sur le retour d'expérience acquis depuis les années 1990 grâce aux opérations extérieures réalisées (Kosovo, Mali, Afghanistan) [21]. L'Allemagne devient donc progressivement capable d'offrir davantage d'attractivité dans le cadre d'une opération militaire internationale future, y compris si celle-ci comprend des phases de combat intenses. Reste maintenant à trouver les candidats, malgré le lancement d'une importante campagne de recrutement.

Un drone Heron 1 allemand. Plusieurs de ces machines ont été déployées au Mali, où elles sont engagées dans des missions de renseignement. (© Bundeswehr)

Le Magdeburg, une corvette de type K130. La marine allemande s'est montrée active en Méditerranée, dans les opérations d'aide aux réfugiés, de même que dans la lutte contre la piraterie. (© Bundeswehr)

Ruptures et continuités

Toutefois, il faut préciser que l'Allemagne inscrit sa nouvelle stratégie sécuritaire dans une certaine continuité de pensée stratégique. Point notable, la volonté de conserver la contribution du pays au dispositif de dissuasion nucléaire de l'OTAN. Aussi, ce livre blanc n'annonce-t-il pas une rupture sur les questions de défense, mais davantage une inflexion sécuritaire. Contrairement aux États-Unis, à la Russie ou même à la France, l'Allemagne ne souhaite pas disposer d'une stratégie mondiale et se considère comme un pays de taille moyenne. Si elle possède effectivement certains attributs propres à une puissance militaire, elle ne souhaite pas disposer de ce statut. « *Nous ne voulons pas nous faire plus grands que nous sommes, mais pas plus petits non plus* », a déclaré la ministre Ursula von der Leyen [22], qui rappelle également que le pays a su tirer les leçons de son histoire [23]. Dans cette optique, les fondamentaux restent inchangés, avec le multilatéralisme (EU, OTAN, ONU et OSCE), le règlement pacifique des différends et le désarmement.

Il faut toutefois constater une inflexion, car si un mandat des Nations Unies a longtemps été la condition à l'engagement des troupes allemandes à l'étranger, le nouveau livre blanc intègre désormais la possibilité de s'impliquer dans des coopérations *ad hoc* (*Ad-hoc-Kooperationen*) [24]. Des militaires pourront donc être envoyés en mission dans

le cadre de coalitions, comme celles opérant actuellement en Syrie et en Irak. Si cette nouveauté est jugée anticonstitutionnelle par certains politiques comme Agnieszka Brugger (Die Grünen – Les Verts) [25], arguant qu'elle s'opposerait à la jurisprudence du Conseil constitutionnel (le Bundesverfassungsgericht) [26], elle est déjà une réalité. La participation de l'armée allemande à la coalition internationale en Syrie a été acceptée à une large majorité par le Bundestag en décembre 2015 [27].

Toutefois, une limite à ce type d'engagement pourrait être la nature même de la Bundeswehr, qui est une « armée parlementaire », c'est-à-dire sous le contrôle du Bundestag et mandatée par lui (articles 45b et 87a de la Constitution allemande) [28]. Le nouveau livre blanc indique bien que l'Allemagne ne souhaite pas se défaire de cette tradition, qui permet à la Bundeswehr de garder une certaine légitimité et de gagner l'approbation du peuple allemand avant de s'engager dans des opérations extérieures [29]. De fait, pour Cyrille Bret, « *sans révision de la Constitution et de la loi de 2005 sur l'engagement des forces armées, les missions de la Bundeswehr resteront essentiellement humanitaires* [30] ».

Si l'avenir venait à confirmer ce dernier point, ce qui paraît peu probable, la contribution allemande aux opérations internationales existe bel et bien. Elle ne saurait être négligée au seul motif qu'elle n'est pas équivalente à celles d'autres pays, qu'il s'agisse de son format ou de son calendrier de mise en œuvre. L'Allemagne a déjà le mérite de soulager ses partenaires engagés en opérations extérieures, dont la France, ce qui n'est pas le cas d'autres États aux fortes traditions militaires. Ainsi, la Bundeswehr déploie actuellement trois drones MALE Heron 1 au Mali au profit de la MINUSMA alors que 200 soldats sont déjà présents dans le pays. Or il est prévu que ce nombre atteigne 650 [31].

Concernant le positionnement allemand sur certains dossiers, les orientations du livre blanc sont certainement à nuancer. Ainsi, au sujet des réactions hostiles face à Moscou, Frank-Walter Steinmeier, ministre des Affaires étrangères social-démocrate, a dénoncé les « *bruits de bottes de l'OTAN* » contre la Russie, montrant que le sujet reste sensible. Il faut aussi noter deux nouveautés à l'issue de la parution de ce document, qui ont provoqué des réactions [32]. La ministre de la Défense a évoqué le recrutement éventuel de citoyens européens par l'armée allemande, parmi les mesures proposées pour pallier le manque de personnels, et l'intervention possible de la Bundeswehr sur le territoire national en cas de menace terroriste (voir encadré p. 48).

Décollage d'un Typhoon. L'accroissement budgétaire à venir sera d'abord absorbé par la résolution d'un certain nombre de déficits. Les achats de nouveaux matériels – qui seront essentiels pour la Luftwaffe – n'interviendront que dans un deuxième temps. *(© Bundeswehr)*

Conclusion

Ce livre blanc pourrait être une bonne nouvelle pour l'Europe, surtout au regard du Brexit. Les nouvelles ambitions allemandes pourraient ainsi éviter à la France d'avoir le sentiment de se retrouver seule sur les questions sécuritaires. Elles pourraient également permettre de relancer

Notes

(1) Sebastian Schulte, « Germany unveils new White Paper », *Jane's Defence Weekly*, 14/07/2016.

(2) Missions allemandes en France, *Un nouveau Livre blanc pour 2016*, date non connue.

(3) Joschka Fischer, ministre des Affaires étrangères de 1998 à 2005 (Die Grünen), a amené, durant cette période, les Verts allemands à rompre avec le pacifisme, arguant que le soutien à l'intervention militaro-humanitaire dans les Balkans était un devoir pour l'Allemagne. Soutenu par le chancelier Gerard Schröder et le ministre de la Défense Rudolf Scharping, il a été à l'origine de la première intervention de la Bundeswehr au-delà des frontières allemandes après 1945.

(4) « *L'Allemagne est consciente de cette responsabilité croissante dans la sécurité et la stabilité internationale, elle est prête à stimuler le débat international de façon substantielle, décisive, précoce, et à assumer un leadership* », dit le document. Frédéric Lemaître et Nathalie Guibert, « L'Allemagne s'engage à devenir un partenaire militaire plus actif », lemonde.fr, 13/07/2016.

(5) Thomas Wiegold, « Das neue Weißbuch: Ein paar Beobachtungen », augengeradeaus.net, 13/07/2016.

(6) « Le Livre blanc allemand montre son nez », *TTU*, 01/06/2016.

(7) Frédéric Lemaître et Nathalie Guibert, *op. cit.*

(8) Thomas Wiegold, « Neues Weißbuch: Deutsche Interessen, Kritik an

quelques projets concrets tendant vers la construction d'une Europe de la défense, incluant la Pologne. Sur ce point, il faut noter que Berlin, Paris et Varsovie semblent vouloir redynamiser le « Triangle de Weimar ». La France devrait en accueillir un sommet en novembre prochain, ce qui serait une première en cinq ans. Par ailleurs, Paris et Berlin n'ont pas perdu de temps. Déjà, avant la rencontre des 27 chefs d'État et de gouvernement européens au Sommet de Bratislava du 16 septembre 2016, Ursula von der Leyen et Jean-Yves Le Drian avaient livré des propositions pour donner une nouvelle impulsion à la politique européenne de défense. Et de ce point de vue, le Brexit pourrait être une chance : « *La Grande-Bretagne a toujours bloqué ce que l'Europe voulait faire* », a fait remarquer la ministre Ursula von der Leyen [33]. Pour sa part, le ministre français de la Défense a également estimé qu'il y avait une « *fenêtre d'opportunité* » jusqu'à décembre 2016 pour prendre des initiatives fortes. Le rendez-vous est pris.

■ **B. S.**

Le radar d'une batterie Patriot. Le système devrait être remplacé à terme par le MEADS. *(© Bundeswehr)*

Russland, Üben im Innern », augengeradeaus.net, 12/07/2016.

(9) *Weißbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*, Bundesregierung, Berlin, 13/07/2016, p. 32.

(10) « Die Welt : Pour l'Allemagne, la Russie n'est "plus un partenaire, mais un rival" », lecourrierderussie.com, 06/06/2016.

(11) Jean-Dominique Merchet, « Mais où est donc passée l'OTAN ? », 12/09/2016 (http://www.lopinion.fr/blog/secret-defense/est-passee-l-otan-109845).

(12) L'Allemagne s'est abstenue lors du vote de l'ONU sur l'intervention en Libye en 2011.

(13) Constanze Stelzenmüller, « A newly confident and audacious Germany », *The Washington Post*, 14/07/2016.

(14) Cyrille Bret, « Quand l'Allemagne change ses priorités de géopolitique globale », atlantico.fr, 18/07/2016.

(15) Lors de l'édition 2016 de l'Université d'été de la Défense, le secrétaire d'État à la Défense allemand, Ralf Brauksiepe, a précisé que « *de 34,4 milliards d'euros en 2016, le budget militaire de Berlin devrait ainsi augmenter de 8 % en 2017, à 37 milliards, et passer à 40 milliards à l'horizon 2020* ». Vincent Lamigeon, « Université de la défense 2016, le best of », 07/09/2016 (http://supersonique.blogs.challenges.fr/archive/2016/09/07/universite-de-la-defense-2016-le-best-of-110266.html).

(16) Deux pour cent du PIB conduirait l'Allemagne à investir 60 milliards d'euros par an pour sa défense.

(17) Thibaut Madelin, « L'Allemagne veut plus de soldats pour assumer son rôle », lesechos.fr, 11/05/2016.

(18) « L'Allemagne veut assumer un rôle militaire accru et pointe la menace russe », wort.lu, 13/07/2016.

(19) « Berlin-La facture post-Brexit de l'UE pourrait augmenter de 4,5 mds », fr.reuters.com, 11/09/2016.

(20) *Weißbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*, *op. cit.*, p. 118-119.

(21) Sur ce point, et toute proportion gardée, il faut observer que les tenants d'une armée allemande non combattante perdent un peu de terrain. Certains de ses personnels forment ainsi depuis deux ans des Peshmergas kurdes luttant contre l'EI. En outre, après les attentats du 13 novembre 2015 en France, l'Allemagne a décidé de mener des vols de reconnaissance en Syrie et en Irak. Au dernier sommet de l'OTAN à Varsovie, les 8 et 9 juillet 2016, elle a confirmé qu'elle prendrait le commandement d'un des quatre bataillons déployés dans les pays baltes et en Pologne. Enfin et surtout, elle a dépêché des soldats dans des zones de conflit sans mandat international. Des décisions impensables il y a encore dix ans.

(22) Thibaut Madelin, « L'Allemagne compte assumer aussi son leadership dans la défense », lesechos.fr, 14/07/2016.

(23) Andreas Herholz, « Die neue Superarmee », svz.de, 14/07/2016.

(24) *Weißbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*, *op. cit.*, p. 81.

(25) Christian Thiels, « Fremdenlegion für Deutschland? », tagesschau.de, 13/07/2016.

(26) Naomi Conrad, « Neues Weißbuch: Aktivere Rolle Deutschlands », dw.com, 13/07/2016.

(27) « Bundestag stimmt Syrien-Einsatz zu », tagesschau.de, 04/12/2015.

(28) De fait, en règle générale, dans le cas d'un besoin de projection rapide et imprévu de forces, les délais de décision peuvent être plus longs que dans des pays où le président peut décider d'une action militaire « seul ». L'étape la plus complexe reste de trouver un accord entre les deux partis formant la grande coalition (CDU et SPD) au sein du gouvernement (entre un et deux mois suivant l'urgence de la mission). La phase allant de l'introduction d'une proposition par le gouvernement jusqu'à la décision du Parlement est en général plus rapide, suivant le concept de la *Koalitionsdiziplin*.

(29) *Weißbuch zur Sicherheitspolitik und zur Zukunft der Bundeswehr*, *op. cit.*, p.109.

(30) Cyrille Bret, « Europe de la défense : ne comptons pas trop sur l'Allemagne », lesechos.fr, 21/07/2016.

(31) Guillaume Belan, « L'Allemagne va déployer des drones Heron au Mali », air-cosmos.com, 06/04/2016.

(32) Il est possible d'ajouter à cela le fait que l'Allemagne a établi un volet écologique au nom de la « *green defense* ». À partir de 2022, l'ensemble du matériel militaire (navires de guerre, sous-marins, avions, hélicoptères...) devra être équipé d'« e-réservoirs ». Une résolution qui doit permettre d'économiser du pétrole, mais également d'agir sur le bien-être des troupes, selon la ministre Ursula von der Leyen. Thomas Hernault, « Livre blanc 2016 pour la Bundeswehr », journallessentinelles.com, 13/07/2016.

(33) Christophe Bourdoiseau, « Berlin ose brandir l'armée pour peser à l'international », tdg.com, 14/07/2016.